

Edito de Jean Claude MAILLY du 29 août 2011

Engagés depuis plus de 20 ans les mouvements de libéralisation-déréglementation et privatisation réalisés par les gouvernements ont fini par provoquer une crise profonde du système capitaliste qui a éclaté à l'été 2007 avec les « subprimes » aux Etats-Unis.

Afin d'éviter une spirale de type 1929 les gouvernements et les banques centrales sont massivement intervenus à la fois pour aider et sauver des banques et institutions financières et pour soutenir l'activité économique.

Parallèlement, ils auraient du notamment, au niveau international, prendre des mesures fortes de réglementation des marchés financiers, d'interdiction de produits spéculatifs et mettre en œuvre une politique active de soutien à la consommation.

Ce qu'ils n'ont pas fait. Résultat : tous les Etats sont endettés, la crise est toujours là, la récession s'installe un peu partout au travers des politiques d'austérité.

Au plan européen la logique néolibérale continue à primer, refusant des décisions pourtant indispensables en terme de droits sociaux, de démocratie ou de protectionnisme européen.

C'est pourquoi, lors de la dernière rencontre avec le Premier ministre le 26 août, **FORCE OUVRIERE** a revendiqué une triple rupture (international, Europe, national).

S'agissant de la politique économique et sociale menée en France, celle-ci est depuis plusieurs années placée sous les signes de l'austérité et de la libéralisation. C'est particulièrement visible au travers de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui non seulement supprime des emplois mais supprime aussi des missions de services publics.

Les droits des fonctionnaires comme ceux des usagers et citoyens sont remis en cause, la république, dans ses valeurs, est menacée, Marianne est malade.

De ce point de vue, l'annonce de 2,5 milliards d'euros de coupes supplémentaires va aggraver les choses et nous avons réaffirmé au gouvernement notre revendication d'arrêt de la RGPP.

S'agissant des autres annonces faites par le Premier ministre, elles vont peser sur le pouvoir d'achat (ex. sur la protection sociale complémentaire), elles ne font que rééquilibrer faiblement l'écart entre la fiscalité sur le travail et le capital (la taxe sur les hauts revenus relève du gadget) mais nous avons réussi à éviter d'autres pistes dangereuses comme l'augmentation du ticket modérateur, un affaiblissement des

indemnités de rupture, des indemnités journalières ou des tickets restaurant. Il faudra encore être vigilant lors des débats parlementaires.

En matière d'emploi et de chômage certaines revendications **FORCE OUVRIERE** vont être examinées suite à notre entrevue avec le Premier ministre. C'est notamment le cas pour l'AER, la remise en cause de la fin de la dispense de recherche d'emploi pour les plus de 60 ans, la prolongation de la R2F (allocation permettant à un chômeur de suivre une formation longue en étant indemnisé).

Nous avons également mis sur la table l'augmentation des effectifs de pôle emploi, la remise en place de préretraites (refus de principe du gouvernement), une taxation plus forte des CDD courts, l'augmentation du Smic (attendre les 2 points d'inflation est quelque peu mesquin) et de l'ASS.

Nous avons également rappelé la nécessité d'une grande réforme fiscale et d'une réactivation de la politique industrielle.

Le contexte de cette rentrée est particulièrement complexe avec :

- Une crise profonde qui perdure et qui nécessite, pour en sortir, de vraies ruptures,
- Une campagne électorale vive pour les élections du 20 octobre dans la fonction publique d'État et hospitalière.
- Une campagne électorale présidentielle qui va occuper les écrans et dans laquelle, bien entendu FO gardera son indépendance tout en faisant connaître ses revendications.

C'est tout le sens des quelques 30 meetings qui se tiendront dès quelques jours et de la journée du 20 septembre où, sur tout le territoire, les militant(e)s distribueront massivement un tract.

Pour le reste tout le monde sait qu'une journée de manifestations ne changera rien et que cela relève plus de stratégies syndicales diverses et de communication qu'autre chose, représentativité et élections politiques obligent.

Seule la construction d'un rapport de force massif pourrait changer le cours des choses. Encore faut-il s'y préparer et c'est là que l'unité d'action, pourtant nécessaire, relève du combat.

Jean-Claude MAILLY
Secrétaire général